

Rémy Knafou

Conservons hors d'atteinte de l'homme les espaces inhabités

La sanctuarisation des derniers lieux sauvages de la planète est un enjeu environnemental majeur, plaide le géographe, qui s'inquiète de l'intérêt croissant de populations privilégiées pour de nouvelles formes de tourisme

Du fait de la pandémie, les destinations lointaines sont actuellement hors d'atteinte pour ces nouvelles formes de tourisme qui ont pour objectif explicite d'achever la conquête de la totalité de la planète, sous le couvert d'un discours marketing qui entend « donner un sens au voyage », « reconnecter nos passagers avec la nature », « faire rayonner un site remarquable tout en le préservant », « accéder aux endroits les plus secrets », etc.

Lorsque les frontières rouvriront, que les flux reprendront, que nous pourrons à nouveau fréquenter des aîeux proches ou lointains, il sera important de replacer nos pratiques touristiques dans le contexte d'une planète très peuplée, de plus en plus intensément mise en valeur, rendue plus petite par le système de transports, soumise à un inexorable réchauffement climatique, sur lequel le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dresse un constat encore plus alarmant.

Les lieux touristiques d'ores et déjà à notre disposition offrent une extrême diversité, dans tous les milieux, proches ou lointains : ayons la sagesse de nous en contenter. Il apparaît totalement déraisonnable de vouloir intégrer à nos circuits touristiques les derniers espaces inhabités de la planète, sous prétexte que la diffusion des idées écologistes favorise un intérêt croissant pour la nature. Ce « tourisme de la dernière chance » – aller voir la banquise qui fond, les ours polaires qui perdent leur habitat, etc. –, qui exploite sans vergogne les alertes sur le changement climatique, s'apparente au baiser de la mort.

Parties de pêche au gros

Les exemples d'incursions vers ces espaces encore sauvages se multiplient dans les mers froides ou tropicales. Jusqu'en 2019, le tourisme dans l'Antarctique était en plein développement – le guide Lonely Planet consacré à ce continent en est à sa 7^e édition ! –, les croisières dites d'exploration et/ou d'expédition se multiplient aussi dans l'océan Arctique, profitant du recul estival de la banquise. En 2018, une compagnie de navigation spécialisée dans les croisières haut de gamme, dites « d'exploration », entreprit un lobbying en Nouvelle-Calédonie pour débarquer des touristes amateurs d'oiseaux sur l'atoll des Chesterfield, en mer de Corail.

Cet atoll isolé, inhabité, n'est fréquenté que par des braconniers venus du Vietnam, des pêcheurs à la longue ligne et quelques touristes pouvant se payer des parties de pêche au gros. Selon Philippe



CE « TOURISME DE LA DERNIÈRE CHANCE » S'APPARENTE AU BAISER DE LA MORT

Borsa, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement, il s'agit de « l'un des derniers récifs et îlots à tortues marines et oiseaux marins à peu près préservés de l'océan tropical ».

L'enjeu est d'importance : à l'époque où il est question de « réensauvagement », sachons conserver hors d'atteinte de l'homme ces espaces inhabités, par ailleurs déjà affectés par le réchauffement climatique et la pollution des mers. N'y ajoutons pas une présence humaine même temporaire, même limitée à de petits flux de privilégiés. Dans certains milieux, l'intrusion de quelques visiteurs compromet inévitablement la quiétude indispensable à la reproduction des oiseaux marins qui y nidifient, entraînant l'échec de la reproduction pour toute une colonie.

L'histoire longue du tourisme nous apprend que l'important, ce n'est pas le dix millionième touriste dans un lieu du « tourisme de masse », mais les cent premiers d'un lieu intouché, car, lorsqu'on met le doigt dans l'engrenage touristique, il est ensuite difficile d'en sortir : les cent premiers ouvriront la voie à d'autres, puis à d'autres encore.

Les catégories privilégiées de la population, qui ont inventé le tourisme – et n'ont jamais apprécié d'avoir à partager des lieux remarquables – n'ont pas achevé leur quête de lieux nouveaux, où leur souci de se distinguer pourra s'exprimer encore. La diabolisation du « tourisme de masse » – nommé, naguère, « tourisme populaire » – a permis, avec l'aide de médias et de scientifiques complaisants, de légitimer cette entreprise d'achèvement de la conquête touristique du monde. Or, nous savons que le tourisme des privilégiés trace le sillon du tourisme de masse, selon la logique de fonctionnement du système touristique mondialisé.

La sanctuarisation de ces espaces – en premier lieu l'Antarctique, seul continent encore inhabité – pourrait être, au titre du tourisme, un objectif de la COP26, la conférence sur les changements climatiques programmée en novembre à Glasgow, en Ecosse.

Nous devons résister à la tentation hégémonique du tourisme qui, en voulant à tout prix conquérir les derniers espaces inhabités de la planète, court le risque de transformer le projet touristique en projet totalitaire. Sachons nous contenter d'aller vers les autres, vers les innombrables lieux déjà exploités touristiquement et laissons les derniers espaces étrangers à l'homme continuer d'alimenter notre imaginaire. ■

Rémy Knafou, géographe, professeur émérite à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, est l'auteur de « Réinventer le tourisme. Sauver nos vacances sans détruire le monde » (éditions du Faubourg, 128 pages, 12,90 euros)

ANTISÉMITISME : LE POISON DE LA BANALISATION

ÉDITORIAL **M**

Tandis que les Français renouent avec la vie en société et discutent sans fin des bienfaits ou non de la vaccination contre le Covid-19, un phénomène nouveau semble émerger au sein des manifestations contre les mesures sanitaires : la résurgence d'un antisémitisme public, brandi à visage découvert, assumé. Ce phénomène peut surprendre, tant il paraît déconnecté de l'actualité du moment et éloigné de polémiques qui parfois attisent certaines tensions communautaires. Là, il n'est question – ou ne devrait être question – que de la politique gouvernementale sur la vaccination, le passe sanitaire, l'utilisation d'un masque chirurgical et d'un QR code.

Pourtant, les associations antiracistes s'alarment des manifestations d'antisémi-

tisme qui accompagnent les cortèges chaque samedi en France. Des numéros aux avant-bras, en référence aux déportés des camps de concentration, ou des étoiles jaunes au revers des vestes, en référence à la politique antisémite nazie, fleurissent. Des quenelles, imaginées par l'ancien humoriste Dieudonné, sont exécutées. Les « Qui ? » dirigés contre la communauté juive, en référence à une allusion antisémite du général à la retraite Dominique Delawarde sur CNews, sont gravés sur des pancartes. Des étoiles de David sont peintes sur des centres de vaccination. Une stèle rendant hommage à Simone Veil, en Bretagne, est vandalisée trois fois en une semaine. Que se passe-t-il en France ?

La réponse n'est pas évidente, tant ces manifestations ne sont pas coordonnées politiquement et rassemblent des individus venus exprimer une colère personnelle contre « le système ». Il existe certes une évidente tentative de manipulation de l'extrême droite, qui essaye de profiter de toute colère pour promouvoir sa haine des autres en général, et des juifs en particulier. Mais cette instrumentalisation n'explique pas tout, et certainement pas pourquoi quelqu'un qui n'a jamais manifesté et ne souhaite a priori que protester contre une mesure de restriction sanitaire – et c'est son droit – affiche soudainement un signe antisémite sur une pancarte. Ni pourquoi, autour de lui dans un cortège, nul ne réagit. Comme si l'antisémi-

tisme était non seulement une idée qui s'affiche, mais d'une évidente banalité.

Si l'antisémitisme d'extrême droite est ancien, il semble désormais porté par la montée des sentiments complotistes. Car, dans ces manifestations, même si certains se contentent d'exprimer leur opposition à la politique sanitaire du gouvernement, d'autres semblent croire aux théories extravagantes piochées ici ou là sur le Web. Là aussi, l'extrême droite est souvent à la manœuvre. Reste que cet antisémitisme n'est pas là désincarné par le lâche anonyme en vigueur sur les réseaux sociaux, il s'affiche au contraire à visage découvert.

La question est désormais de savoir quelle réponse apporter à l'expression de sentiments qui visent une communauté et fragilisent la nation. Fermer les yeux et ne pas réagir est rarement la bonne option. Des associations antiracistes plaident pour des condamnations lourdes, tandis que d'autres sont réticentes à emprunter la voie judiciaire. Le Mémorial de la Shoah plaide pour favoriser l'éducation et la sensibilisation. Le débat est ouvert.

Quant au politique, il est étrangement absent. Si prompts à réagir lorsqu'un crime spectaculaire se produit, ce qui est heureusement rare, nos politiques doivent se saisir de cet antisémitisme au quotidien. S'offusquer d'un tweet ne saurait tenir lieu de politique publique. Ce racisme est un poison pour la société, un danger pour tous. ■

Eloi Laurent Un chemin d'espoir pour l'humanité au milieu du chaos climatique

Pour l'économiste, le GIEC propose un scénario qui permet de repasser sous 1,5 °C de hausse des températures, à condition d'abandonner l'idée de croissance du PIB

La précision stupéfiante du tableau climatique brossé par le sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) témoigne à la fois de la robustesse des hypothèses des climatologues cristallisées dès la fin des années 1970 et des progrès considérables réalisés ces toutes dernières années. Mais cette clarté obscure révèle tout autant le temps perdu, depuis vingt ans, pour conjurer la marche inexorable de la catastrophe climatique. Heureusement, à la netteté du constat correspond la netteté des solutions qu'impliquent les trois messages essentiels qui ressortent des milliers de pages du rapport et de ses annexes.

Premier message : nous n'éviterons pas un monde à +1,5 °C [seuil de hausse de la température établi dans l'accord de Paris de 2015], tous les scénarios étudiés y convergent à plus ou moins brève échéance. La réponse à cette certitude ne consiste pas à s'en alarmer mais à s'en protéger. Puisque le dérèglement du climat est un risque social qui menace directement la santé humaine, il importe de bâtir une véritable protection « sociale-écologique » qui permette de mutualiser ce risque inédit et ainsi de l'atténuer.

Pour la France, cela signifie concrètement, par exemple, de renforcer nos protections collectives contre les canicules qui constituent, historiquement et prospectivement, les menaces climatiques les plus lourdes sur la sécurité sanitaire et économique. Des menaces qui se sont traduites, ne serait-ce que

ces deux dernières années, par des milliers de vies perdues prématurément. Le dérèglement du climat ne fera qu'accentuer l'insécurité sanitaire au cours des prochaines années – des prochains mois, à vrai dire. Nous avons les moyens de nous y préparer au bénéfice des plus vulnérables.

Deuxième message : il y a un chemin d'espoir pour l'humanité au milieu du chaos climatique qu'elle a elle-même engendré. C'est le scénario dit « SSP 1 » (Shared Socio-Economic Pathway 1), qui fait du bien-être humain et de la réduction des inégalités sociales les deux piliers du développement en lieu et place de la croissance économique. Ce scénario projette, comme les autres, l'humanité dans le monde à +1,5 °C, mais il l'y maintient à moyen terme, avant de lui permettre de repasser au-dessous de ce seuil fatidique, à +1,4 °C, vers la fin du XXI^e siècle.

Sortie des énergies fossiles

Ce « récit climatique », finalisé en janvier 2017, implique explicitement d'abandonner la croissance du produit intérieur brut (PIB) comme horizon collectif et comme boussole des politiques publiques, compte tenu de sa corrélation avec les émissions de gaz à effet de serre et la surexploitation des ressources naturelles. C'était déjà l'une des conclusions, passée largement inaperçue, du récent rapport conjoint du GIEC et de l'IPBES (la plate-forme des Nations unies pour la biodiversité et les écosystèmes). Cette implication est capitale, notamment pour les Etats membres de l'Union européenne, qui vient de présenter les contours législatifs de son « pacte vert », dont la Commission européenne persiste à affirmer qu'il s'agit d'une « nouvelle stratégie de croissance ».

À la lumière du rapport du GIEC, le « pacte vert » européen ainsi conçu est une contradiction dans les termes. L'augmentation du PIB par habitant au cours des prochaines décennies et ses dégâts climatiques annuleront tous les efforts réalisés en matière d'efficacité énergétique et carbonique. Il faut au contraire, d'urgence, expurger les systèmes économiques et les imaginaires de l'obsession de la croissance, et favoriser une transition du bien-être, pour nous placer sur le chemin d'espoir que nous laisse entrevoir le GIEC. Le scénario SSP1

est, au fond, le récit d'une reprise en main de notre destin au cours de la décennie 2020, en vue d'une sortie de crise climatique dans la seconde moitié du siècle. Vu les délais qui nous sont impartis pour saisir cette chance, cet effort ne peut rationnellement reposer que sur deux technologies existantes, et que nous maîtrisons : la sortie des énergies fossiles et la sortie de la croissance.

Troisième message, enfin : à la condition de cette double sortie, nous pourrions rester dans les clous du budget carbone compatible avec une planète habitable, de l'ordre de 800 gigatonnes de dioxyde de carbone à émettre avant la fin inéluctable des énergies fossiles. L'enjeu est alors de savoir comment répartir ce budget de manière juste, compte tenu de la responsabilité passée, présente et future des différents Etats dans le dérèglement du climat.

Ce doit être le cœur des négociations de la COP26 dans quelques semaines à Glasgow : parvenir à s'entendre sur quelques critères simples de répartition juste de ces émissions restantes, que chaque pays décidera ensuite, à partir de critères de justice adoptés dans le cadre national, de répartir entre les différents groupes sociaux, par exemple sur la base du niveau de revenu et de richesse et des modes de vie. Cette justice climatique à double détente est la clé de l'acceptation du budget carbone par les plus grands pays émetteurs de la planète. Hors ce consensus, les pires des scénarios climatiques ne manqueront pas de se réaliser faute de coopération et de coordination.

Le rapport du GIEC nous commande d'agir, assurément, mais il est beaucoup plus précis que cela dans ses recommandations. Protection « sociale-écologique », sortie de la croissance, justice climatique : le chemin d'espoir qui s'ouvre devant nous est étroit et périlleux mais il n'a jamais été aussi bien balisé. ■

Eloi Laurent est économiste. Son ouvrage « Sortir de la croissance. Mode d'emploi » vient de sortir en édition de poche révisée avec une préface du climatologue Jean Jouzel (Les Liens qui libèrent, 256 pages, 8,90 euros).



LE DÉRÈGLEMENT DU CLIMAT NE FERA QU'ACCENTUER L'INSÉCURITÉ SANITAIRE AU COURS DES PROCHAINES ANNÉES